

## Complément d'information COVID-19

### Les personnes ayant droit à une allocation sont les suivantes :

1. **Cette allocation est abrogée depuis le 30 juin 2021.** Les indépendants, les personnes dont la position est assimilable à celle d'un employeur et les conjoints/partenaires qui doivent fermer leur entreprise en raison de mesures [cantonales](#) ou [fédérales](#). Jusqu'au 31 mai 2021 les personnes assurées ont un droit à l'allocation corona-perte de gain fondé sur la fermeture de l'entreprise. Dès le 1<sup>er</sup> juin 2021, les établissements de restauration peuvent faire valoir un droit à l'allocation corona-perte de gain fondé sur la limitation significative de l'activité lucrative pour autant que la perte du chiffre d'affaire soit liée à des mesures de restrictions prises par les autorités.

#### Durée du droit :

Le droit existe jusqu'au 30 juin 2021. Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2021 une demande en limitation d'activité peut être présentée selon les conditions indiquées sous le paragraphe 3.

2. **Cette allocation est abrogée depuis le 31 août 2021 et dès le 17 février 2022 pour les manifestations de plus de 25'000 personnes.** Les indépendants, les personnes dont la position est assimilable à celle d'un employeur et les conjoints/partenaires qui sont concernés par l'interdiction des manifestations ou dont la manifestation a été annulée en raison de mesures [cantonales](#) ou [fédérales](#). A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2021, compte tenu de la levée de l'interdiction générale des manifestations et à défaut de justificatifs exigés (interdiction de manifestations prise en vertu des art. 6, al. 2, let. A et b et 40 LEp ou de l'absence d'autorisation cantonale ou fédérale) les indépendants et les personnes dont la situation est assimilable à celle d'un employeur ainsi que pour leurs conjoints ou leur partenaires enregistrés qui travaillent dans l'entreprise, qui subissent une perte de gain en raison des mesures de lutte contre la pandémie, peuvent faire valoir le droit à l'allocation fondé sur une limitation significative de l'activité lucrative (voir conditions ci-dessous).

#### Durée du droit :

Le droit à l'allocation s'éteint en principe au 31 août 2021. Une demande en limitation d'activité peut être présentée selon les conditions indiquées sous le paragraphe 3.

3. **Cette allocation est abrogée à partir du 17 février 2022. Pour les personnes qui exercent une activité dans la branche de l'événementiel, voir point 7.** Les personnes exerçant une activité lucrative indépendante, les personnes dont la position est assimilable à celle d'un employeur et les conjoints/partenaires qui doivent limiter significativement leur activité lucrative (correspond à une perte de chiffres d'affaires conséquente par rapport au chiffre d'affaires moyen réalisé de 2015 à 2019) en raison de mesures de restrictions prises par les autorités pour lutter contre le coronavirus et qui ont réalisé en 2019 un revenu de l'activité lucrative soumis à l'AVS d'au moins 10 000 francs. S'il s'agit d'une baisse d'activité ou de rendement liée à la crise économique qui affecte de nombreuses entreprises et personnes indépendantes d'une manière générale en raison de la pandémie, celles-ci ne peuvent plus bénéficier de l'allocation pour perte de gain coronavirus. En l'occurrence, lors du dépôt de la demande, il doit être mentionnée clairement

si la limitation significative de l'activité était directement liée à des mesures de lutte contre l'épidémie de COVID-10 ordonnées par une autorité.

Pour le droit à l'allocation, les baisses de chiffre d'affaires suivantes sont déterminantes :

- a. seuil de 55% du 17 septembre au 18 décembre 2020
- b. seuil de 40% du 19 décembre au 31 mars 2021. Le mois entier est pris en compte pour la diminution du chiffre d'affaires. Les personnes qui subissent une baisse du chiffre d'affaires d'au moins 55% en décembre auront droit à une allocation pour l'ensemble du mois civil.
- c. seuil de 30% dès le 1<sup>er</sup> avril 2021.

Durée du droit :

Le droit s'éteint lorsqu'il n'y a plus de perte de gain liée à des mesures de restrictions prises par les autorités mais au plus tard le 16 février 2022. Une demande peut-être présentée en mars 2022 pour le mois de février 2022. Le chiffre d'affaires du mois complet devra être renseigné et si la perte de chiffre d'affaires est d'au moins 30 % par rapport au chiffre d'affaires moyen des cinq dernières années l'APG pourra être versée jusqu'au 16 février 2022.

4. **Cette allocation est abrogée à partir du 17 février 2022. Les parents d'enfants de moins de 12 ans** qui doivent interrompre leur activité lucrative parce que la garde de leurs enfants par des tiers n'est plus assurée **en raison d'une fermeture temporaire de la structure d'accueil ou d'une quarantaine du fait des mesures prises par les autorités.** Il en va de même pour les parents de jeunes adultes de plus de 12 ans et de moins de 20 ans souffrant d'un handicap qui ne peuvent plus fréquenter un centre de réadaptation ou une école spéciale.

**A noter que les personnes qui doivent garder leur enfant malade du coronavirus n'ont pas droit à l'APG garde d'enfants si la structure d'accueil ou la classe n'a pas été fermée.**

Durée du droit :

Le droit à l'allocation prend effet dès le quatrième jour qui suit la fermeture de l'institution ou la mise en quarantaine du tiers (délai de carence de trois jours). Le droit prend fin lorsque les mesures ordonnées par les autorités sont levées.

5. **La quarantaine-contact est abrogée dès le 3 février 2022.** Pour les cas concernant des demandes jusqu'au 2 février 2022, se référer au texte suivant.

**Les personnes placées en quarantaine par un médecin ou par les autorités,** car elles ont été en contact avec une personne testée positive au coronavirus et qui doivent interrompre leur activité lucrative. **Les personnes qui ont été testées positives au coronavirus n'ont pas droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19.** La quarantaine-contact se limite aux personnes qui font ménage commun ou ont eu un contact comparable, étroit et régulier avec une personne testée positive. En sont exemptées les personnes guéries ou vaccinées (la dernière dose faisant foi) depuis moins de quatre mois.

Début et durée du droit :

Depuis le 8 février 2021, au 12 janvier 2022, l'allocation perte de gain coronavirus est limitée à 7 indemnités journalières au lieu de 10 avant le 8 février 2021. **A partir du 13 janvier 2022, le droit prend naissance le jour à partir duquel toutes les conditions d'octroi sont remplies pour une durée maximale de 5 jours.**

6. **Cette allocation est accordée jusqu'au 31 mars 2022. Les salariés et les personnes exerçant une activité indépendante qui appartiennent à la catégorie des personnes vulnérables,** à condition qu'ils ne puissent pas exercer leur activité lucrative depuis leur domicile et subissent donc une interruption de leur emploi.

Début et durée du droit :

Le droit prend naissance le jour à partir duquel toutes les conditions d'octroi sont remplies, mais au plus tôt le 18 janvier 2021. Le droit prend fin dès que la personne vulnérable peut reprendre l'activité lucrative, mais au plus tard le **31 mars 2022**. Les personnes vaccinées ne sont plus considérées comme vulnérable dès lors que la vaccination a été entièrement administrée et ne sont plus

considérées comme vulnérables durant 12 mois à compter de la date de vaccination complète. Le délai de 15 jours suivant l'injection de la deuxième dose a été supprimé. Pour les personnes guéries, elles ne sont plus vulnérables durant six mois à compter du 11<sup>ème</sup> jour suivant la confirmation de l'infection.

**7. Les dirigeants salariés et indépendants (ainsi que leurs conjoints ou partenaires enregistrés travaillant dans l'entreprise) actifs dans le domaine de l'événementiel qui subissent une limitation significative de l'activité lucrative et qui ont un revenu soumis à cotisations AVS d'au moins 10 000 francs ont droit à l'allocation jusqu'au 30 juin 2022.**

On entend par personnes actives dans le secteur de l'événementiel notamment les personnes qui organisent elles-mêmes des manifestations, celles qui exercent une activité lucrative dans le cadre de ces événements (p. ex. les techniciens son et lumière) ou les personnes qui se produisent lors de ces manifestations (p. ex. acteurs culturels). L'assuré doit indiquer dans le formulaire qu'il exerce une activité dans la branche de l'événementiel, en précisant sa profession et l'entreprise dans laquelle il est actif. La mention de l'activité doit être prouvée par le biais de l'extrait du registre du commerce pour les personnes dont la position est assimilable à celle d'un employeur. C'est également à l'assuré de rendre vraisemblable, dans les motifs invoqués, en quoi il continue d'être touché par les restrictions qui ont été levées.

On considère que l'activité lucrative est limitée significativement lorsque le chiffre d'affaires est inférieur d'au moins 30 % à celui réalisé en moyenne de 2015 à 2019. L'ayant droit doit indiquer la baisse de chiffre d'affaires subie et préciser à quelle mesure elle est due.

Début et durée du droit :

Le droit prend naissance le 17 février 2022 et s'éteint lorsqu'il n'y a plus de perte de gain liée au coronavirus mais au plus tard le 30 juin 2022.

## Exceptions :

- Les employés qui bénéficient de l'indemnisation pour **réduction de l'horaire de travail** ne peuvent pas prétendre en plus à la présente allocation.

## Remarques :

- **L'allocation est subsidiaire.** C'est-à-dire que si l'ayant droit perçoit déjà des prestations d'une autre assurance sociale ou privée, ou s'il continue de toucher son salaire, il ne peut pas prétendre à la présente allocation.
- Il est rappelé que les APG COVID-19 doivent être mentionnées par les indépendants sous la rubrique 240 de **la déclaration fiscale "Autres rentes et prestations"**.
- En principe, l'allocation doit faire l'objet d'une nouvelle demande pour chaque mois civil. Toutefois, une seule demande suffit pour la période du 17 septembre au 31 octobre 2020. **De plus, toutes les demandes devront être présentées au plus tard jusqu'à la fin du troisième mois qui suit l'abrogation de la prestation et non pas jusqu'au 31 mars 2023 comme initialement prévu. Les demandes doivent donc nous parvenir jusqu'au 31 mai 2022 pour les prestations abrogées au 3 février 2022 et 17 février 2022.**
- Dès le 1er juillet 2021, **le revenu retenu dans la taxation fiscale 2019** (si elle est disponible) est prise en compte dans le cadre du calcul des futures demandes d'octroi à l'allocation, pour autant que cela soit plus avantageux pour l'assuré.

## Autres liens utiles :

- Quarantaine / Interruption de la garde assurée par des tiers / Interruption d'activité pour les personnes vulnérables : version [en ligne](#)
- Fermeture d'entreprise / Interdiction de manifestation / Perte de gain : version [en ligne](#)
- [Mémento 6.13](#) - Allocation pour perte de gain en cas de coronavirus à partir du 17 septembre 2020 état au 17 février 2022

Caisse de compensation du canton du Jura  
Allocations pour perte de gain

Saignelégier, le 18 février 2022